

APPEL À CANDIDATURE

Ateliers Jeunes chercheur·e·s

les 12, 13 et 14 juin 2024

à l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA)
Abidjan, République de Côte d'Ivoire

Mobilités spatiales et sociales en Afrique et en Haïti

CONTEXTE

La Chaire UNESCO *Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir* organise la septième édition de sa Journée d'étude internationale annuelle, précédée de 2 journées d'ateliers Jeunes chercheurs. Cette Chaire regroupe :

- le Centre d'Études de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) – Belgique
- l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo – Burkina Faso
- l'École de développement international et mondialisation (EDIM) et École supérieure d'affaires publiques et internationales (ESAPI) de l'Université d'Ottawa – Canada
- l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) – Côte d'Ivoire
- l'Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – France
- l'Université Rouen Normandie / Laboratoire d'Analyse des Sociétés Transformations Adaptations (LASTA)
- l'Université Général Lansana Conté (GLC-SC) de Sonfonia – Guinée-Conakry
- la Faculté des sciences administratives et politiques (FSAP) de l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako – Mali
- la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Ain Chock (FLSH) de l'Université Hassan II de Casablanca - Maroc
- la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) et Faculté des Sciences de l'Homme et de la société (FSHS) de l'Université de Lomé – Togo

Les dix institutions académiques partenaires poursuivent les objectifs communs suivant :

- une pratique partagée et le soutien de la recherche pluridisciplinaire sur le développement et les défis de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD),
- la diffusion de travaux et résultats académiques d'un réseau francophone ouvert sur les études de développement,
- l'activation de la mobilité des étudiant·e·s et des enseignant·e·s pour renouveler les formes de partenariat Nord/Sud, ainsi que d'en encourager de nouvelles formes de partenariats en particulier Sud/Sud,

- le rayonnement des activités de la Chaire dans le monde des politiques publiques pour faire connaître la richesse et diversité des savoirs et compétences de l'aire francophone en matière de développement international, soutenir la recherche réalisée sur les contextes Suds et être force de proposition utile pour les décideurs,
- le soutien apporté aux jeunes chercheur-e-s, notamment africains, pour une pratique innovante de la recherche sur les transitions économiques, sociales et environnementales et une contribution à la formation des cadres dans les différents pays.

Voir plus de détails sur la Chaire : www.chaireunescodefisdev.org

EVENEMENT 2024

Pour 2024, les membres de la Chaire ont conjointement décidé de consacrer leur événement international annuel à la problématique **Mobilités spatiales et sociales en Afrique et en Haïti**. Cet événement se tiendra à Abidjan, les **mercredi 12, jeudi 13 et vendredi 14 juin 2024**.

Les journées du 12 et du 13 juin seront consacrées à des ateliers visant un double objectif : méthodologique et théorique/conceptuel. Ils sont conçus comme un appui aux recherches doctorales en cours et donneront lieu à l'évaluation d'une communication. Pour les textes les plus aboutis, ces ateliers permettront de préparer une restitution formelle de la recherche au cours de la Journée du vendredi 14 juin. Enfin ces ateliers visent à asseoir et à actualiser les bases d'un réseau international de jeunes chercheur-e-s.

PROBLEMATIQUE SCIENTIFIQUE

Les pays africains sont à des périodes clés de l'histoire pour ce qui est de leur évolution démographique, sociale, économique et politique. La contribution du continent africain à la croissance de la population mondiale, actuellement de moitié, sera de près de trois quart (71%) dans moins d'une décennie (Abramova, 2022). Bien que freinées par la situation difficile d'une grande partie de leurs populations, les fortes inégalités, et par les conflits qui les traversent, les économies de nombreux pays ont connu une amélioration substantielle et sont identifiées comme émergentes. Les effets de ces évolutions et les analyses qui en sont proposées sont ambivalents. Pendant que certains pointent la montée des classes moyennes urbaines, l'augmentation du PIB global et la croissance démographique à venir comme des signes annonciateurs d'une croissance économique continue en Afrique (*Africa achieves ! Africa is rising ! Africa pulse*, Melbert 2016, Jamid et al 2020), d'autres recherches mettent au contraire l'accent sur la précarisation des vies quotidiennes en milieu urbain comme en contexte rural, considérée comme une conséquence du capitalisme néolibéral (Jacquemin 2012).

Les mobilités qu'elles soient spatiales, sociales, culturelles ou même virtuelles sont l'une des conséquences des changements en œuvre dans les sociétés africaines (Ramos, 2019). Elles sont structurées autour de plusieurs facteurs : une urbanisation accélérée, une augmentation de la scolarisation notamment dans l'enseignement supérieur à l'international, avec une transition école-travail ardue, et qui engendre des aspirations non satisfaites sur le marché du travail chez les jeunes générations (Ramos, 2019). Les crises sociales, politiques et sécuritaires, la mondialisation ainsi que les tensions sur les ressources renforcées par les effets du changement climatique contraignent les populations à se déplacer plus ou moins durablement soit à l'intérieur des territoires nationaux, soit vers les pays voisins, mais aussi vers des destinations plus lointaines. Les caractéristiques de ces mobilités spatiales internes dans les pays, au sein du continent ou hors de celui-ci donnent lieu à des mouvements multidirectionnels, avec des schémas migratoires complexes qui structurent les liens économiques au sein des espaces et à travers ceux-ci (FAO, 2019).

L'urbanisation croissante des territoires, l'étalement et la complexification des espaces urbains sont également des facteurs de mobilités de toutes sortes à une échelle plus fine, celle des villes. Dans un monde où la mobilité (pour les études, le travail, les loisirs et toutes les activités domestiques) est devenue un capital, voire une injonction : "L'individu est évalué sur sa faculté à se déplacer et à s'adapter" (Fol, 2010). Ainsi, au sein même de la ville, les individus ne se déplacent pas tous de la même manière ni pour les mêmes raisons. Les inégalités entre les hommes et les femmes, entre les différentes catégories sociales, sont dans ce domaine une autre manière de comprendre la structuration des sociétés, leurs valeurs et la façon dont elles s'emparent des enjeux contemporains du développement et de l'inclusion.

De façon globale, les mobilités culturelles soulèvent également la question des relations qu'elles construisent entre elles et les trajectoires sociales et leur influence sur la mise en forme de nouveaux modes d'adaptation aux changements. Dans un espace en devenir, liées au déplacement dans l'espace ou non, les mobilités culturelles, réelles ou informationnelles, médiatiques, artistiques, littéraires circulent et se manifestent (Moser, 2011) sous forme d'enjeux identitaires et appartenance culturelle, de l'entre-deux, l'espace-temps, l'hybridité, pensée nomade etc. Les représentations liées à ces multiples formes de mobilités virtuelles sont très dynamiques dans les espaces mondialisés et reflètent de profondes transformations qu'il est crucial également de saisir.

Les enjeux spatiaux des déplacements internes et externes, se conjuguent avec ceux des mobilités sociales. Ces dernières ont interrogé les sciences économiques et sociales africaines des années 1960 et 1970. Aujourd'hui, cette question est de nouveau en débat. Il s'agit désormais de mieux comprendre comment les différentes formes de hiérarchisation du monde social qui ont été produites sur le temps long, sont travaillées par les défis de la croissance et les promesses non tenues de l'école. Des différenciations sociales structurantes, souvent forgées dès l'histoire précoloniale, avec des hiérarchies basées sur le lignage et l'ethnicité (Njoh, 2008), ne cessent de se réinventer, et s'analysent maintenant en termes de classes, incluant les dimensions de genre, de langue et/ou de race.

Générées au long de la période coloniale, puis aggravées par les plans d'ajustement structurel (PAS) des années 1980 qui tarissent les dépenses publiques et marquent le début des privatisations, notamment de certains secteurs économiques et sociaux essentiels comme l'éducation, la santé, les infrastructures, les transports, l'industrie, les inégalités perdurent et pour certaines sont accentuées. Ce sont là autant de divisions, de stratification et de hiérarchies sociales, qui aujourd'hui, s'entremêlent et interagissent, avec des configurations différentes selon les pays. Les différenciations sociales, alimentées par les mobilités, ne tiennent pas seulement aux différents systèmes de hiérarchies sociales sédimentés dans le temps. Elles ont également à voir avec l'importance des patrimoines transmis et des capitaux accumulés, mais aussi escomptés ou à acquérir par les mobilités, nationales ou internationales, notamment en milieux urbains qui concentrent les richesses. Les mobilités prennent place au cœur des analyses concernant les sociétés contemporaines.

Tout comme les mobilités spatiales et sociales, les mobilités économiques participent de cette dynamique qui redessine progressivement, et dans la durée, les paysages socio-économiques (Corak, 2013). Les passages des seuils de pauvreté, selon des modalités diverses propres à chaque contexte, reconfigurent les classes moyennes et déterminent l'intensité des transformations structurelles des économies et leurs transitions vers l'émergence. Les changements intergénérationnels de statuts économiques de même que les dynamiques enregistrées autour des lignes de vulnérabilité, marquent les degrés de résilience des populations face aux nombreux défis auxquels les pays sont confrontés qui se trouvent exacerbés par les instabilités actuelles elles-mêmes tributaires de la baisse des taux de croissance de nombreux pays en Afrique (BAD, 2023) et de la situation délétère en Haïti.

Les travaux de recherche des doctorants candidats devront s'attacher à saisir les effets combinés de ces mobilités spatiales et sociales, vraisemblablement accélérées par les dernières crises d'ordres sanitaire (Ebola ou COVID), économique (conséquences de la guerre en Ukraine) et sécuritaire **sur des terrains africains ou haïtiens**.

Les axes des bouleversements sociaux et économiques induits par les mobilités spatiales et sociales dans les contextes africains et en Haïti, que les propositions de communication devront traiter sont notamment : les conséquences des crises sur la migration forcée des populations vulnérables, les conditions d'accueil et/ou de cohabitation des habitants avec les populations déplacées ; l'insertion socio-professionnelle et les types de précarité expérimentés par les jeunes venus chercher de nouvelles perspectives de travail en ville, (Cissokho 2014, Bazin 2013), les impacts des mobilités sur les dynamiques familiales et leur évolutions notamment les relations de genre, (Calves et al 2018) et les transferts monétaires ; les stratégies d'étapes vers des migrations internationales (Diop, 2019) et leurs conséquences sur les rapports entre les Etats africains du fait par exemple de la crise des migrants d'Afrique subsaharienne dans les pays du Mahgreb ; les modifications des positionnements sociaux des groupes domestiques (Darbon et al 2014, Leservoisié 2018) et les représentations sociales et culturelles évolutives portées sur ces dynamiques de mobilités intriquées (Gnabeli 2012, Garnier & Leblon 2016, Canut et Sow 2014). Les propositions peuvent aussi traiter de la manière dont la littérature et les médias s'emparent des questions de mobilité.

La chaire invite aussi les chercheurs doctoraux traitant du cas précis d'Haïti à candidater à cet appel de la Chaire. En effet, avec une configuration insulaire spécifique, ce pays connaît lui aussi ces dernières années, une reprise de sa dynamique démographique alors que le pays connaît une grave crise économique et politique. Nombre de ressortissants d'Haïti se voient ainsi toujours contraints d'émigrer, souvent dans des conditions périlleuses, pour trouver à l'étranger de meilleures conditions de vie (Audebert, 2022) et pour envoyer des fonds à leurs familles restées au pays (Montalambert 2021).

Mots clés : Mobilité spatiale, mobilité sociale, migrations internationales, déplacements forcés, inégalités, Afrique, Haïti

Bibliographie de référence

- I.O. Abramova, The Population of Africa under the Conditions of Transformation of the World Order. Herald of the Russian Academy of Sciences, 2022, 92 (Suppl 14), S1306-S1315.
- C. Audebert, Reconceptualizing the Haitian Migration System in the Caribbean Basin: A Spatial Approach to Multi-local Fields. *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, 2022, 27 (3), p. 309-327.
- L. Bazin, « Le travail : un phénomène politique complexe et ses mutations conjoncturelles », *Politique africaine*, n° 133, 2014, p. 7-23.
- Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique, Banque africaine de développement (afdb.org), 2023.
- E. Calvès, F. B. Dial et R. Marcoux (dir.), *Nouvelles dynamiques familiales en Afrique*, Québec, Presses de l'université du Québec, 2018, 420 p.
- C. Canut, A. Sow, Les voix de la migration. Discours, récits et productions artistiques, *Cahiers d'Etudes africaines*, 213-214, 2014, p. 9-25.
- S. Cissokho, « Les relations de travail dans la gare routière de "Pompier" (Sénégal) », *Terrains et travaux*, n° 25, 2014, p. 179-197.
- Corak, Miles. 2013. "Income Inequality, Equality of Opportunity, and Intergenerational Mobility." *Journal of Economic Perspectives*, 27 (3): 79-102.
- D. Darbon et C. Toulabor (dir.), *Les classes moyennes en Afrique : enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Karthala, 2014, 320 p.

Programme préliminaire

Il s'agira, au sein de groupes restreints (une vingtaine de personnes au maximum), et sur la base des recherches doctorales en cours, de discuter des concepts et approches théoriques mobilisés et d'échanger sur les méthodologies d'enquêtes, qualitative et/ou quantitative des sciences humaines et sociales employées. Interactifs avec des visées de formation à la recherche, les ateliers seront animés par des enseignant-e-s chercheur-e-s partenaires de la chaire.

- **Jour 1 – matinée** : Concepts et approches conceptuelles clés ;
- **Jour 1 – après-midi** : Questions méthodologiques et éthiques ; formation aux outils et stratégies de valorisation efficaces de la recherche ;
- **Jour 2 - matinée et après-midi** : Outils de production et d'analyse des données, ateliers guidés de validation et rétroaction de la recherche des étudiants ;
- **Jour 3** : Journée d'étude et de restitution.

Conseil scientifique

- Stephen Baranyi, sociologue, professeur titulaire, École de développement international et mondialisation (EDIM), Université d'Ottawa
- Anne Briand, professeure et économiste du développement et de l'environnement, directrice de l'Unité de Recherche le LASTA - Université de Rouen Normandie
- Claire Brodin, économiste, cheffe du Pôle Financement du développement, Innovation et Partenariats, Sous-direction du Développement durable, ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères
- Sylvie Capitant, sociologue, maitresse de conférences, Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES), UMR Développement et Sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Mawuli Couchoro, économiste, professeur et doyen de la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG), Université de Lomé
- Jacinto Cuvi, sociologue, professeur et directeur du Centre d'Etudes de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) de l'Université Libre de Bruxelles
- Marie-Eve Desrosiers, politologue, professeure agrégée à École supérieure d'affaires publiques et internationales (ÉSAPI), université d'Ottawa
- Raïmi Fassassi, économiste, enseignant-chercheur, Ecole Nationale Supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA)
- Gaëlle Gillot, géographe, maitresse de conférences, Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES), UMR Développement et Sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Pierre Janin, géographe, directeur de recherche UMR Développement et Sociétés (IRD - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)
- Moustapha Keïta-Diop, juriste et socio-anthropologue, professeur et doyen de la Faculté des Sciences Sociales et directeur du Master Acteurs Sociaux et Développement Local (MASDEL) à Université Général Lansana Conté (GLC-SC)
- Edinam Kola, géographe, professeur et doyen de la Faculté des Sciences de l'Homme et de la société (FSHS), Université de Lomé
- Hugues Kouadio, ingénieur statisticien et économiste, professeur et directeur de l'Ecole Nationale Supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) et coordonnateur du Centre d'Excellence Africain en Formation statistique
- Anne Le Naëlou, sociologue, maitre de conférences, Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES), UMR Développement et Sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Karine Marazyan, professeure en économie et chercheuse - Université de Rouen Normandie
- Rajaa Nadifi, littérature et études de genre, professeure et directrice du Laboratoire Genre, Education, Littérature, Médias (GELM), Faculté des Lettres et des sciences humaines Ain Chock (FLSH), Université Hassan II, Casablanca

- Laurence Roudart, économiste, professeure au Centre d'Études de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) de l'Université Libre de Bruxelles CEC
- Sophie Salomon, économiste, directrice adjointe du département Diagnostics économiques et politiques publiques à l'Agence Française du Développement (AFD)
- Abdoul Sogodogo, politiste, professeur et vice-doyen de la Faculté des sciences administratives et politiques (FSAP) de l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako
- Abdramane Soura, démographe, professeur et directeur de l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP), Université Joseph Ki-Zerbo
- Gilles Spielvogel, économiste, maître de conférences et directeur de l'UMR Développement et Sociétés, Université Paris 1 – IRD)
- Saadia Taouki, enseignante-chercheure et critique littéraire, Laboratoire Genre, Education, Littérature, Médias (GELM), Faculté des Lettres et des sciences humaines Ain Chock (FLSH), Université Hassan II, Casablanca
- Benoit Toulouse, géographe, formateur indépendant en SIG et intervenant à l'IEDES -Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Niandou Touré, enseignant à l'USJPB [sociologie], rédacteur en chef de la revue Migrations Société
- Madeleine Wayack-Pambè, démographe, professeure, Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP), Université Joseph Ki-Zerbo, responsable du panel Genre de l'Union pour l'étude de la population africaine (UEPA)

Avec le soutien de :

